



europe.maregionsud.fr



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



l'Europe  
**s'engage**  
sur  
le Massif Alpin

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0005423
Bénéficiaire :	20002337200010 COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE CHAMONIX-MONT-BLANC
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

#### Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	20002337200010
Raison sociale :	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE CHAMONIX-MONT-BLANC
Adresse :	BP 91 74400 CHAMONIX-MONT-BLANC

## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels / OT05 - Objectif thématique : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques / PI05b - Priorité d'investissement : Favoriser des investissements destinés à prendre en compte des risques spécifiques, garantir la résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe / AP03-OT05-PI05b-OS4 - Objectif spécifique : Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	3OS4 - 2016 - Territoire Alpin de Gestion Intégrée des Risques Naturels de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc (TAGIRN CCVCMB)
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Vallée de Chamonix-Mont-Blanc, constituée de 4 communes : Servoz, Les Houches, Chamonix-Mont-Blanc et Vallorcine
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Servoz
Commune INSEE	Chamonix-Mont-Blanc
Commune INSEE	Vallorcine
Commune INSEE	Les Houches

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-POIA-OS4 : Etendre et améliorer la gestion intégrée des./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA du 8 Novembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/11/2016	Accepté
CIRP POIA en consultation écrite du 17 décembre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	17/12/2019	

Description de l'opération
<p>Laboratoire de la prévention, la vallée de Chamonix Mont-Blanc est un territoire de montagne avec des caractéristiques bien particulières de par son relief (qui joue un rôle prépondérant en accélérant les phénomènes et en augmentant leur puissance) et les spécificités liées à l'urbanisation et à l'aménagement de l'espace.</p> <p>Forte de son expérience, vis à vis des différentes catastrophes subites, les communes de la vallée se sont naturellement regroupées pour travailler ensemble et gérer les risques de manière globale, concertée et adaptée.</p> <p>Ce territoire met en œuvre depuis longtemps une politique volontariste de gestion des risques qui vient compléter les dispositifs réglementaires et régaliens. La CCVCMB a fait le constat des dispositifs à ce jour en place pour assurer sa gestion des risques. Des besoins spécifiques apparaissent dans la gestion quotidienne du risque. En effet, l'expérimentation locale a été nécessaire pour explorer de nouvelles méthodes de gestion des risques qui, en phase opérationnelle, peuvent parfois</p>

s'avérer encore perfectibles. Porteuse de solutions, la Communauté de Communes souhaite développer de nouvelles actions expérimentales en matière de Gestion Intégrée des Risques Naturels.

Il en résulte naturellement que la vallée de Chamonix Mont-Blanc, représentée par sa Communauté de Communes, vise à l'amélioration de ces dispositifs de gestion intégrée des risques en place en sollicitant le CIMA-POIA pour répondre à ses besoins spécifiques et disposer de nouveaux outils d'aide à la décision.

### Objectifs recherchés :

La démarche « TAGIRN CCVCMB » va permettre :

- ◆ de donner un nouvel élan dans l'innovation en matière de gestion intégrée des risques sur le territoire intercommunal,
- ◆ de donner aux maires la possibilité de mieux gérer les risques sur leur commune,
- ◆ d'accroître le partage d'expérience et de solidarité,
- ◆ le financement d'une ingénierie d'animation locale spécifique,
- ◆ la mise en œuvre d'actions adaptées (humains, financiers et techniques),
- ◆ la transposition des actions à d'autres territoires alpins.

### Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés par la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc sont :

- ☞ amélioration de la GIRN,
- ☞ expérience, partage, solidarité,
- ☞ actions adaptées et transférables = humains, financiers, techniques,
- ☞ outil d'aide à la décision,
- ☞ transversalité (territoire, structures concernées, cibles),
- ☞ livrables.

Les actions, qui seront développées, s'adressent à la fois à la population touristique, mais également à la population permanente.

### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/11/2016	Fin : 30/04/2020
Report de 6 mois demandés pour la fin de réalisation à l'occasion de l'avenant.		
01/11/2016 : démarrage des 5 actions (voir annexe 3 )		
<p>Action 1</p> <p>Année 1 :</p> <p>État des lieux des documents de prise en compte des risques dans l'urbanisation et analyse des besoins des collectivités. Diagnostic / comparaison détaillée au niveau des documents existants sur les 4 communes.</p> <p>Mise en place et animation (réunions) d'un groupe de concertation et de gouvernance composé des élus et services des collectivités en charge de l'urbanisme, des services de l'état (DDT, RTM) et de toute personne qualifiée pouvant apporter une expertise sur le domaine.</p> <p>Cette démarche sera prioritairement animée avec la Mairie de Vallorcine (site test) dans le cadre de la révision du PER, en collaboration avec les services de l'Etat (DDT, RTM).</p> <p>Année 2 :</p> <p>Échanges avec les services de l'Etat sur la base de l'analyse et de la concertation menées en année 1 (Réunions).</p> <p>Poursuite et finalisation de la démarche avec le site test de Vallorcine dans le cadre de la révision du PER en collaboration avec les services de l'Etat (DDT, RTM).</p> <p>Sur la base de l'expérience de l'année 1, recherche de solutions partagées et adaptées au territoire à l'échelle des 4 communes.</p> <p>Année 3 :</p> <p>Réunions (Échange avec les services de l'Etat sur la base de l'analyse et de la concertation), collaboration avec la Mairie de Vallorcine dans le cadre de la révision du PER, collaboration avec les services de l'Etat (DDT, RTM).</p> <p>Formalisation d'un rendu méthodologique concernant l'animation de la démarche mise en œuvre dans l'objectif d'en faciliter l'adaptation à d'autres territoires en identifiant notamment les facteurs de blocage et de réussite du projet.</p>		

## Action 2

### Année 1 :

Élaboration d'une fiche de recensement en partenariat avec les maîtres d'œuvre et/ou le service RTM.

Première phase de recensement des ouvrages (génie civil et génie végétal) réalisé par sur le terrain par un stagiaire qualifié (Bac+4 ou +5).

### Année 2 :

Seconde phase de recensement des ouvrages (génie civil et génie végétal) réalisé par sur le terrain par un stagiaire qualifié (Bac+4 ou +5). Formalisation d'un rendu cartographique des ouvrages recensés sur le périmètre de la CCVCMB.

### Année 3 :

Écriture d'une procédure de suivi des ouvrages / Notice d'observation des dysfonctionnements manifestes (= faciles à observer par un non-expert).

Partenariat avec les maîtres d'œuvre pour les méthodes d'analyses et les procédures de suivi. Formalisation de critères à intégrer aux futurs cahiers des charges d'installation de nouveaux ouvrages afin d'intégrer une fiche de suivi.

Fourniture d'un livrable transférable à d'autres territoires.

## Action 3

### Année 1 :

Année accompagnement expert 1 (transmission des connaissances, instrumentation, formation technique et juridique);  
Commande et suivi de l'étude (demande d'expertise pour identifier les seuils et les mesures pertinentes afin de les intégrer dans la prévention de la gestion du risque) ; Mise en place d'outils techniques (stations météorologiques automatiques sur des couloirs, réglages) dans le processus global avec pour objectif de s'approprier le fonctionnement ainsi que les résultats ; Établir une méthode d'analyses de données jusqu'à un processus de mise en sécurité de la population (= approche globale);  
Formalisation d'un guide méthodologique par le prestataire ; Adaptation des mesures de gestion de crise ; Formation de ressources impliquées (professionnels externes).

### Année 2 :

Année accompagnement expert 2 (transmission des connaissances, instrumentation, formation technique et juridique) ;  
Améliorer la méthode d'analyses de données jusqu'à un processus de mise en sécurité de la population (= approche globale) ;  
Formalisation d'un guide méthodologique par le prestataire ; Formation de ressources impliquées (professionnels externes).

### Année 3 :

Année accompagnement expert 3 (transmission des connaissances, instrumentation, formation technique et juridique) ;  
Formalisation d'un guide méthodologique par le prestataire ; Formation de ressources impliquées (professionnels externes).

## Action 4

### Année 1 :

Diagnostic/enquête de perception sociologique sur l'information préventive (lien avec alerte par téléphone) par rapport à 2 publics (touristes et locaux) sur les différents secteurs géographiques du territoire; Analyse des données;  
Préconisations/pistes/contraintes et supports de mise en œuvre d'actions adaptées aux différents secteurs géographiques du territoire; Collaboration avec l'université Grenoble Alpes.

### Année 2 :

Mise en œuvre des actions adaptées aux différents secteurs géographiques du territoire auprès des 2 publics (1 par public);  
Expertise avec l'université Grenoble Alpes – GRESEC ou un cabinet privé d'expertise en communications.

### Année 3 :

Bilan des actions adaptées auprès des publics ciblés par une nouvelle enquête de perception; Collaboration avec l'université Grenoble Alpes; Formalisation d'un rendu identifiant les difficultés rencontrées et les actions mises en œuvre.

## Action 5

### Année 1 :

Rédaction du cahier des charges techniques; Choix du prestataire; Formalisation d'une méthode de récolte des coordonnées téléphoniques des enjeux exposés adaptée aux différentes typologies de publics concernés : populations touristiques, populations locales, acteurs économiques... (lien avec l'action 3).



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Année 2:

Récolte, insertion et paramétrage des données utiles pour la gestion des situations de risque avalanche.

Année 3:

Récolte, insertion et paramétrage des données utiles pour la gestion des situations de risque crues torrentielles, formalisation d'un rendu identifiant les difficultés rencontrées, les actions mises en œuvre.

Les actions commenceront uniquement le 1er novembre 2016 en fonction de la décision du Comité Régional de Programmation du 14 octobre 2016.

du 01/11/2016 au 31/10/2019 : réalisation des 5 actions

31/10/2019 : fin des actions

Les 5 actions se dérouleront et seront mises en œuvre en parallèle tout au long de la durée du projet.



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Echéancier par poste de dépense

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( HT)
Dépenses de communication de l'opération publication	Direct	Investissement	20 000,00 €
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement déplacements	Direct	Fonctionnement	1 800,00 €
Dépenses de personnel chargée mission + stagiaires	Direct	Fonctionnement	52 822,00 €
Dépenses de prestations externes de service expertise technique	Direct	Investissement	65 999,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel achat stations météo	Direct	Investissement	67 011,00 €
Total :			207 632,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non

**Détails des  
ressources**

<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
REGION	Rhône-Alpes			30,00	62 289,00	10 770,00	0,00	5,19
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	103 816,00	4 074,67	22 167,00	1,96
<b>Total co- financier</b>				<b>80,00</b>	<b>166 105,00</b>	<b>14 844,67</b>	<b>22 167,00</b>	<b>7,15</b>
Bénéficiaire				20,00	41 527,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>207 632,00</b>	<b>14 844,67</b>	<b>22 167,00</b>	<b>7,15</b>

## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Direction des Affaires Européennes - POIA	<b>Avis du service instructeur :</b>	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

Par courrier en date du 28 octobre 2019, le porteur de projet a sollicité, conformément à l'article 2 de la convention attributive FEDER-POIA, une modification de la date de fin de la période prévisionnelle d'exécution physique de l'opération au 30 avril 2020, soit un décalage de 6 mois. Le calendrier serait alors le suivant :

Période prévisionnelle d'exécution physique de l'opération : du 01/11/2016 au 30/04/2020, et non plus au 31/10/2019

Période prévisionnelle d'exécution financière de l'opération : du 01/11/2016 au 31/10/2020 (soit fin de réalisation + 6 mois) et non plus au 31/01/2020

Présentation de la demande de solde au plus tard le 31/01/2021 (soit fin de réalisation + 6 mois + 3 mois), et non plus 30/04/2020

En effet, le porteur du projet a précisé : « Durant cette période, un changement du personnel en charge de l'opération a entraîné un retard de plusieurs mois dans la réalisation du projet. Mme LEBEURRE a quitté son poste le 30/09/2018. Mathieu TISNE est arrivé sur le poste le 10/12/2018. Étant chargé de la gestion du risque avalanche durant l'hiver et devant s'adapter à la prise de ce nouveau poste, M. TISNE a pu commencer à travailler sur le Projet TAGIRN qu'à partir du mois de mars 2019 (hormis 3 jours pour les demandes de complément de l'acompte n°2). Ce qui explique notre retard dans ce projet. Il n'y a donc pas eu de dépense salariale sur le projet TAGIRN CCVCMB entre le 1er octobre le 1er mars 2019. »

Le dossier est donc reprogrammé pour :

- décalage de la date de fin d'exécution de l'opération du 31/10/2019 au 30/04/2020 ;
- décalage de la date de fin d'éligibilité financière de l'opération du 31/01/2020 au 31/10/2020 ;
- décalage de la date de présentation de la demande de solde au plus tard du 30/04/2020 au 31/01/2021.

Avis favorable du service instructeur pour la bonne mise en œuvre de l'opération.